

Débat national sur l'avenir de l'école jeudi 4 décembre 2003 de 18h15 à 20h30

Présents 14 professeurs 15 adultes et parents d'élèves, un élève, trois administratifs
Faut-il partager autrement l'éducation entre jeunesse et âge adulte et impliquer davantage le monde du travail ?

Animateur Monsieur BARNABE,

ANPE d'Elbeuf animateur d'une équipe professionnelle (intérim, industrie, service)

Questions sur formation continue et initiale liée à recrutement main d'œuvre en entreprise et validation des acquis de l'expérience. Y a-t-il des alternatives pour les jeunes ? Quels rapports entre élèves, enseignants, entreprise ?

Rapporteurs : Mesdames Carpentier Savalle et Maire Rivière, Monsieur Poizot

Préalables

Déclaration des enseignants du collège sur la façon même dont est proposé et organisé le débat

Déclaration des personnels administratifs se posant des questions sur leur place dans le débat, et la place qui leur y est donnée « suis-je dedans ? dehors ? » (ATOS, personnels administratifs ne relèvent pas des métiers de l'école) Manque de personnel

L'ensemble de l'assemblée est très peu optimiste de démarrer un débat comme celui-ci dont on ne maîtrise ni le contexte politique, ni l'orientation par rapport au choix.

La FCPE s'associe à la déclaration des personnels et de l'équipe éducative.

La PEEP intervient sur les dates et le choix des sujets

Chacun se fait peu d'illusion sur les suites qui seront données aux conclusions des débats initiaux

Y a-t-il une nouvelle donne à envisager entre formation initiale et continue ?

Actuellement, le cycle initial est plutôt privilégié : 80% des élèves sont scolarisés jusqu'à 18 ans.

Il existe une pression de la société sur les diplômes.

Les entreprises recrutent des gens surdiplômés. Les compétences acquises sur le terrain sont peu reconnues à la différence des pays anglo-saxons.

Effet pervers : les élèves vont vers la voie générale et la culture diplômante.

Malgré un idéal de justice et d'égalité pour tous, tous n'auront pas le choix de leur filière

Au collège, en fin de 5^o, ou au début de 4^o, les élèves en grande difficulté scolaire décrochent, la théorie est trop difficile, il leur faudrait moins de général et la possibilité de toucher à divers métiers (cela supposerait des équipements)

La mission de l'école est : **instruire, éduquer, former** Cela nécessite, pour les collèges, dès la 5^o, une diversification de l'enseignement tout en gardant un **tronc commun** (Personne dans l'assemblée ne souhaite voir réapparaître les classes de transition)

Cela suppose des classes pratiques où d'autres compétences des élèves sont évaluées et reconnues autrement.

L'inégalité à l'école n'est que le reflet de la société.

L'école ne parvient pas à casser la reproduction des inégalités sociales. Au niveau du collège, l'inégalité sociale est flagrante, le contexte familial pèse. Certains élèves sont adultes avant l'âge ; contre certaines conditions de vie, l'enseignement n'a pas de moyens de lutte.

Un débat comme celui-là ne prend jamais en compte ce qu'il y a en aval, Les problèmes sociaux doivent être réglés de façon efficace car le milieu dans lequel évolue l'enfant fait la différence, luttons contre les établissements ghettos

Il faut réfléchir à la difficulté de ces élèves qui vont rencontrer le monde du travail.

Comment peuvent-ils s'intégrer ? Souvent très mal reçus quand ils vont en stage, parachutés dans le monde du travail, que va-t-on leur faire faire ? Quelle compétence ont-ils ? Il faut tout leur apprendre, alors que les professionnels ont été formés dans le cadre de leur formation professionnelle.

Problème de l'orientation négative

L'élève en échec scolaire est incité à se tourner vers le monde du travail, et les contrats d'apprentissage, cependant pour un jeune de moins de quinze ans, seules des visites peuvent être organisées, il ne peut participer à la production (risque d'accidents, abus..).

Il existe certes un déficit de main d'œuvre dans les transports, le bâtiment, la restauration, cependant les jeunes constatent que les gens font énormément d'heures et sont sous-payés, l'image de marque de ces professions est très négative pour eux tandis que les médias font miroiter des manières faciles de gagner de l'argent.

Pour entrer dans le bâtiment, il y a une multiplicité des formations : initiale, continue, CFA, d'où une complexité

L'enseignement technique a également une mauvaise image de marque, une orientation en lycée professionnel est reçue comme un échec pour les parents, une honte pour les élèves qui se sentent dévalorisés.

Pourquoi ne pas valoriser les stages en LEP à valeur formative ? .

Les élèves y rencontrent d'autres jeunes en formation, voient en quoi consiste cette orientation, peuvent en percevoir le côté positif

.Actuellement, on ne parle pas des structures d'accueil :

Donner du temps à l'élève est primordial, or, aujourd'hui, on demande comme à une entreprise, un rendement, un pourcentage de réussite.

Mesures

Revoir l'enseignement pour éviter que 100000 jeunes ne sortent en précarité sociale.

Donner du temps à certains élèves pour apprendre à leur rythme,

proposer des ateliers découverte,

mettre en place un tutorat qui permettra de mieux cerner les besoins et les projets de l'élève et d'évaluer toutes ses capacités

alléger une certaine forme du programme au sein même du collège sans recréer des classes ghettos

donner aux enseignants des moyens spécifiques pour aider les élèves en grande difficulté

revaloriser l'élève en échec (la technologie peut être un moyen)

donner cependant une base générale solide qui puisse permettre une adaptabilité ultérieure aux exigences de mutation du monde du travail.

Il faut définir les pré requis qui donneront le **socle indispensable** à tout élève.

Le monde du travail doit venir vers l'élève, donc faire venir les entreprises, les artisans, les professionnels dans les collèges, créer des liens avec les chambres des métiers et du commerce, avec l'ANPE, recenser les besoins permettrait une gestion prévisionnelle de l'emploi.

Il faut **associer** les partenaires et donner cohérence et sens aux exigences de formation.

Ces rencontres pourraient se faire dans le cadre de l'Education Civique.

Des passerelles doivent s'ouvrir entre le monde du travail et l'Education nationale

Dans les entreprises ou chez les artisans, il existe une certaine peur de prendre en charge des élèves en difficulté, une étiquette leur est par avance collée alors qu'en immersion, certains jeunes peuvent se révéler adorables car intéressés.

Quelle validation existe-t-il des acquis de l'expérience professionnelle ? .

C'est un réel problème.

Actuellement ce sont surtout les diplômes généraux qui sont pris en compte. On a déplacé le niveau de qualification du BEP au niveau Bac, donc il existe une surqualification des employés. Par contre, il existe de très nombreux postes disponibles et des besoins en ce qui concerne les emplois non qualifiés ;

Pour une solution, il faudrait une synergie entre le marché de l'emploi et l'école, il faudrait également un lien entre tous les ministères et organismes qui gèrent formation initiale et formation continue car se pose le problème des financements qui ne viennent pas du même ministère !

Pour toute personne entrant dans la vie active, il faut **prévoir une formation continue** sur l'ensemble de la carrière professionnelle avec un crédit minimal d'au moins quinze jours

La première mission de l'école c'est de **construire et former des citoyens** qui pourront alors se montrer conscient face au monde du travail. Les élèves doivent être accompagnés jusqu'au monde du travail et pour ce faire, il faut utiliser la discrimination positive. Donner aux élèves en difficulté plus d'attention et de moyens c'est coûteux en énergie, en finances et en temps, mais cela permet de renouer avec l'humain.